

Associations	196
Droit fiscal : TVA, Cessation de paiement d'un débiteur	197

V. — BIBLIOGRAPHIE :

Comptes rendus d'ouvrages	199
Articles et notes de jurisprudence	207
Ouvrages et monographies reçus	218

VI. — INFORMATIONS :

Prix du Crédit National	221
Fondation Industrie-Université : célébration du XXV ^e anniversaire, Prix Léon BEKAERT 1982	221
Prix 1982 du Centre d'études juridiques, économiques et politiques de Paris : célébration du X ^e anniversaire	223
Association des élèves et diplômés de l'Institut de droit des affaires de Paris : le droit des sociétés	224
Centre d'études juridiques, économiques et politiques de Paris : les groupes de sociétés et les nationalisations	227

Cautionnement. Administrateur. Nullité (art. L. 106). Régime, Cass. ch. mixte, 10 juillet 1981, note Christian MOULY	84
Actions nominatives. Cessions successives à deux acquéreurs par l'actionnaire. Validité de la première cession dans le temps. Absence de priorité du deuxième cessionnaire titulaire d'un bordereau de transfert signé par le cédant. Cass. com., 27 mai 1981, note Monique GUILBERTEAU	92
Copropriétaires d'actions indivises. Convocation aux assemblées et communication des documents sociaux. Droits individuels à l'égard de la société. Cass. com., 5 mai 1981, note Alain VIANDIER.	95
Cession de bloc de contrôle. Promesse d'achat du reliquat d'actions. Prix plancher indexé. Intérêt. Clause léonine (oui), Cass. com., 10 février 1981, note Philippe MERLE	98
Infractions à la loi du 24 juillet 1966. Omissions relatives à la convocation d'une assemblée générale. Refus de communication des pièces nécessaires à l'exercice des fonctions de commissaire aux comptes. Cass. crim., 11 mai 1981, note Jean-Louis SIBON	102

IV. — Sociétés civiles.

Action sociale. Action en responsabilité contre les dirigeants. Faute du gérant. Action par les associés (non). Cass. civ. 1 ^{re} , 30 janvier 1980, note Yves CHARTIER	110
--	-----

V. — Groupements d'intérêt économique.

Appel au public en vue de l'émission de parts d'un groupement d'intérêt économique. Activité de promoteur immobilier exercé dans un intérêt personnel sous le couvert d'un groupement. Manœuvres frauduleuses du dirigeant. Cass. crim., 5 juin 1980, note Yves GUYON	114
---	-----

VI. — Association.

Fédérations sportives. Développement des activités sportives. Concours apporté aux personnes physiques chargées de développer lesdites activités. Fédérations sportives associées par le législateur à l'exécution d'un service public. Compétence administrative. Pouvoirs disciplinaires. Décisions. Recours. Trib. confl. 7 juin 1980, Cons. Etat (sect. cont.) 19 décembre 1980, note Robert PLAISANT	119
Caractère commercial de l'activité d'une association. Qualité de commerçant. Application des règles du droit commercial à une	

association de nature lucrative, exploitant un établissement, nonobstant l'objet et la finalité à caractère religieux de ladite activité. Cass. com., 17 mars 1981, note Gérard SOUSI	124
---	-----

VII. — Procédures collectives.

Faillites. Règlement judiciaire. Liquidation des biens. Masse. Banque. Responsabilité délictuelle envers la masse. Substitution par juges du fond. Décision fondée sur la responsabilité contractuelle. Cassation. Cass. com., 7 janvier 1981, note Adrienne HONORAT ...	129
--	-----

VIII. — Sociétés nationales.

Loi de nationalisation. Constitutionnalité des lois. Situation des actionnaires minoritaires des filiales des sociétés nationalisées passant sous le contrôle majoritaire de l'Etat ; situation non modifiée en ce qui concerne leurs droits. Discussion. Cons. Constit., 16 janvier 1982, note Jean GUYÉNOT	132
--	-----

III. — LÉGISLATION ET RÉGLEMENTATION :

Lois	149
Décrets	175
Arrêtés	180
Circulaire et instruction	181

IV. — RÉPONSE AU NOM DE LA COMMISSION CEE ET RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES :

Droit européen : Commissariat aux comptes	183
Entreprises : création, en difficultés de trésorerie, cessation d'activité, centre de formalités	184
Sociétés à responsabilité limitée	188
Commissariat aux comptes	191
Sociétés en participation	192
Sociétés coopératives ouvrières de production	194
Fondations	195

TABLE DES MATIÈRES

I. — DOCTRINE :

- La bourse et les initiés : essai de droit comparé, par Marie-Claude ROBERT 3
- L'expertise de l'article L. 226 et l'expertise préventive dans la société anonyme, par Sylvette MICHELIN-FINIELZ 33

II. — JURISPRUDENCE :

I. — Sociétés en général.

- Sociétés commerciales. Clôture de liquidation. Disparition de la personnalité morale. Liquidateur. Responsabilité. Droits des créanciers, Lyon, 3^e ch. civ., 27 février 1981, note Dominique RANDOUX. 63

- Société. Requalification et transformation en association. Loi du 7 juin 1977 (art. 43. Conditions, Paris, 1^{re} ch. A., 6 juillet 1981, note Jean-Jacques DAIGRE 68

II. — Sociétés à responsabilité limitée.

- Gérant minoritaire. Contrat de travail. Rémunération unique. Entreprise de dimension réduite. Subordination non caractérisée. Cass. soc., 21 juillet 1981 (deux arrêts), note Paul LE CANNU 74

III. — Sociétés anonymes.

- Cautionnement par un tiers. Fusion-absorption. Changement d'objet et de dénomination. Création d'une société nouvelle. Absence de conditions nécessaires. Extinction du cautionnement (non), Cass. com., 27 octobre 1980, note Jean HÉMARD 81

2/81 Répétida.

100^e année
Année du Centenaire

N° 1 — Janvier-Mars 1982

REVUE DES SOCIÉTÉS



JOURNAL DES SOCIÉTÉS



JURISPRUDENCE GÉNÉRALE DALLOZ